



RPRK/19/01/EL

Le 19. 01. 2018

Lettre ouverte

À

Son Excellence Monsieur Emmanuel Macron,

Président de la République Française

PALAIS DE L'ÉLYSÉE

55 Rue du Faubourg Saint-Honoré,

75008 8e Arrondissement

Paris, France.

Excellence Monsieur le Président de la République Française,

J'ai l'honneur de présenter mes sincères remerciements à la Nation Française pour les efforts fournis en sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU en vue d'arrêter les violences durant le génocide contre les tutsis au Rwanda en 1994.

Je crois pouvoir dire que les points de vue que j'exprime sont largement partagés par la majorité des partis de l'opposition politique rwandaise, ainsi que par une grande frange de l'opinion nationale et internationale.

Au nom de mon organisation, j'ai choisi de vous exposer, en des termes francs et directs, quelques aspects de la tragédie rwandaise qui affectent les relations actuelles entre la France et le Rwanda. Il s'agit notamment de

l'attentat du 6 avril 1994 lorsque deux missiles ont abattu l'avion transportant le Président rwandais Juvénal Habyarimana, en tuant douze personnes à bord, y compris trois citoyens français. Monsieur Juvénal Habyarimana était de retour en provenance d'Arusha en Tanzanie après y avoir accepté de mettre en place le gouvernement à base élargi stipulé par des Accords de Paix d'Arusha qu'il avait signés avec Monsieur Paul Kagame, l'actuel tyran du Rwanda. L'attaque contre cet avion est un acte barbare et terroriste qui a été planifié en avance pour déclencher le génocide des tutsis de l'intérieur, ayant comme but ultime de prendre de force le pouvoir et de l'exercer de façon absolue pour une durée illimitée.

Depuis plusieurs années, les personnes familières avec Radio Inyabutatu ainsi que ceux qui ont lu des documents ci-joints savent que l'auteur de cette attaque terroriste n'est autre que Paul Kagame; avant la destruction de l'avion, il était conscient que les Tutsis de l'intérieur allaient périr dans l'incendie qu'il venait d'allumer mais que sa femme, sa mère, ses enfants, et ses soeurs étaient à l'abri de cet enfer car ils ne vivaient pas au Rwanda; immédiatement après la destruction de l'avion, sans qu'il y ait une enquête préalable, il a lancé un communiqué accusant les hutus extrémistes d'avoir tué Monsieur Juvénal Habyarimana car ce dernier venait d'accepter de partager le pouvoir avec les tutsis. Ce mensonge a été suivi par un autre: il a accusé et continue d'accuser tous les hutus d'être des génocidaires. Il accuse aussi la France d'être coresponsable du génocide.

En annulant délibérément les Accords de Paix d'Arusha, Paul Kagame a mis à feu et à sang notre pays; les auditeurs de Radio Inyabutatu savent aussi que Paul Kagame n'est pas un héros mais plutôt un lâche qui non seulement s'est opposé ongle et âme à toute intervention pour arrêter les massacres mais aussi et surtout un cynique qui a envoyé ses Forces Spéciales parmi les Interahamwe pour encourager ces derniers à tuer les tutsis et les hutus modérés. Ils savent aussi que Paul Kagame a même ordonné de fusiller certains de ses soldats pour avoir essayé de sauver leurs familles. Radio Inyabutatu a bien aussi détaillé qu'un bon nombre de tutsis ont péri parce que Paul Kagame donnait l'ordre à ses hommes de tuer les tutsis qui se trouvaient parmi les hutus qui devaient être tués. C'est de cette façon que le règne de la terreur lui a permis de s'accaparer du pouvoir sans aucun partage.

Sa violation flagrante des Accords de Paix d'Arusha montre à quel point il ne respecte pas sa parole, personne ne doit lui faire confiance. Il faut éviter un homme comme lui qui ne respecte même pas la constitution nationale qu'il a lui-même imposée au peuple rwandais. Non seulement Paul Kagame a commis des actes terroristes mais aussi il ne cesse pas de démontrer qu'il pense comme un terroriste de haut calibre en recourant au chantage: il continue de menacer la France en déclarant à plusieurs reprises son intention

de lancer des mandats d'arrêts contre des citoyens français; son ministre de la défense, James Kabarebe, aime exposer devant la jeunesse rwandaise son dédain envers les militaires français et la culture française. À la population rwandaise, Paul Kagame présente la France comme un pays faible qu'il peut emmener facilement à enterrer le dossier des trois citoyens français périssés dans l'attentat contre l'avion du Président Juvénal Habyarimana.

Comme vous l'avez bien souligné vous-mêmes récemment sur le cas d'une citoyenne française enlevée par des terroristes au Mali, il ne faut pas céder à la provocation parce que c'est cela que les terroristes veulent! De la même façon, amadouer Paul Kagame en cédant à ses chantages, serait une erreur grave: c'est récompenser un terroriste pour ses crimes ignobles.

Comme toujours, la vérité fut la première victime de la guerre que le sanguinaire Paul Kagame a imposée au Rwanda. Cependant, malgré son arsenal d'armes redoutables et ses comptes bancaires bien fournis, il n'est pas parvenu à la tuer. Radio Inyabutatu est la voix de toutes les victimes que Paul Kagame croyait avoir fait disparaître de ce monde à jamais. On doit des égards aux vivants; on ne doit aux morts que la vérité. Nous ne pouvons pas laisser chaque année Paul Kagame et sa femme déposer cyniquement les fleurs sur d'innombrables sites du Mémorial du génocide au Rwanda sans dévoiler au grand jour la vérité que nous connaissons sur sa propre responsabilité dans le génocide et dans toutes les tueries qui ont ensanglanté le Rwanda et l'Est du Congo-Kinshasa.

Les crimes de Paul Kagame contre l'humanité sont trop nombreux et affreux pour être cachés. C'est un monstre qui a une capacité hors du commun de torturer et de tuer ses semblables. Il aime avec passion tuer ses opposants pour résoudre ses problèmes. Ses victimes sont innombrables, y compris deux chefs d'État des pays voisins, des évêques catholiques, et des missionnaires occidentaux. Vu le nombre énorme de ses victimes, il est de loin plus criminel que Idi Amin Dada. Rares sont les familles rwandaises qui n'ont pas goûté au fruit amer de sa cruauté. Ceux qui le soutiennent dans ses actes d'horreur se trouvent du mauvais côté de l'histoire et seront jetés dans la même poubelle que lui par des générations à venir.

Voilà le tableau de nos réalités, qu'il me paraît utile de porter à la connaissance de votre pays ami de longue date du Rwanda. Les français ont toujours manifesté leur intérêt envers le peuple rwandais en lui rendant bien des soutiens en l'occurrence pour l'aboutissement des Accords de Paix d'Arusha, ce dont nos concitoyens ne peuvent que se féliciter en dépit de leurs difficultés.

Excellence Monsieur le Président, aujourd'hui plus que jamais, le peuple rwandais a besoin du soutien de la France pour la mobilisation de la

communauté régionale et internationale en vue de restaurer l'esprit des Accords de Paix d'Arusha avec lesquels il n'y aurait pas eu de génocide au Rwanda. Mon organisation sollicite à nouveau votre intervention et celle de la Communauté Internationale dans le but de faire revivre l'esprit des Accords de Paix d'Arusha sur la scène politique à l'issue d'un forum régional réunissant les forces vives de la nation aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur sans exclusion aucune.

Excellence Monsieur le Président, comme la lutte contre les injustices est une valeur qui caractérise le fonctionnement de votre pays, nous espérons que la France ne va pas accepter le chantage de Paul Kagame, un terroriste qui a pris la présidence rwandaise en otage pour jouir de l'immunité présidentielle et ne pas confronter la justice.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République Française, l'expression de ma très haute considération.

Joseph Mutarambirwa,

Président,

Ihuriro ry'Inyabutatu-RPRK.

Fait à New York, 19. 01. 2018.

Documents joints:

1. PRESIDENT PAUL KAGAME LIED TO SO MANY PEOPLE (See page 4 of www.inyabutatu.org)
2. RESPONSE TO YOUR LETTER ADDRESSED TO Mr. JIM GREY OF BBC (See page 4 of www.inyabutatu.org)
3. Appreciation of the BBC documentary "Rwanda's untold story" (Rwanda's Untold Story Documentary on Vimeo) (See page 4 of www.inyabutatu.org)
4. "A Communiqué for sharing this painful commemoration with the survivors and those whose beloved ones were killed during the genocide against the Tutsis in Rwanda in 1994" (See page 4 of www.inyabutatu.org)
5. RPF_letter to the UN SECURITY COUNCIL_APRIL 30 1994. (See below)

RELEASED



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



1a

New York, April 30, 1994

STATEMENT BY THE POLITICAL BUREAU OF THE RWANDESE PATRIOTIC FRONT ON THE PROPOSED DEPLOYMENT OF A U.N. INTERVENTION FORCE IN RWANDA.

The United Nations Security Council has been urged by the U.N. Secretary General to authorize the deployment of a U.N. intervention force in Rwanda for the purpose of stopping massacres of innocent civilians.

The massacres have been going on for several years but particularly become intense after the death of President Habyarimana on April 6, 1994.

The Rwandese Patriotic Front wishes to make the following observations regarding the massacres:

1. The massacres were carefully planned in advance and systematically executed to ensure the complete extermination of those perceived as opponents of the regime. The plans for these massacres were hatched during President Habyarimana's own life time with his knowledge and active participation.
2. RPF has very firm evidence indicating that the massacres were but for the death of the President originally intended to take place during the transition period after the Rwandese Patriotic Army forces had handed over their weapons to the United Nations and gone to the assembly points where they would be easy prey.
3. The occurrence of these massacres did not come as a surprise to RPF. Indeed, the RPF consistently brought the alarming preparations for these massacres to the attention of the international community for many months prior to their outbreak. The Secretary General of U.N. and the governments of all the countries which were represented at Arusha during the peace talks were duly informed about the preparations for these massacres through their accredited representatives in Kigali and various high ranking officials who have visited RPF both at Kigali and Mulindi ever since the signing of the peace agreement to discuss the possibilities of facilitating implementation of the peace agreement.

The international community was fore warned but did not find it possible or necessary to take any measures to prevent these massacres.

-1-

4. There is a misleading impression that the atrocities which have been committed were committed in course of armed conflict between two fighting groups. There are two groups alight but only one is armed and is committing the atrocities. The group of the victims is unarmed and defenseless. This is simply a case of state inspired violence against innocent citizens on account of their perceived political beliefs or ethnic origins.

The massacres are above all not a result of fighting between two different ethnic groups as the statement of the U.N. Secretary General would appear to indicate.

5. Although the Tutsi community has been singled out as a candidate for extermination, Rwandese of other ethnicities have equally been victims of the atrocities. Tens of thousands of Hutus have died because they belonged to opposition parties. Indeed the majority of prominent public personalities who were executed were Hutus. The false perception that this is an ethnic conflict needs to be corrected.
6. These massacres are not new in Rwanda's history. They are a repeat of similar massacres which were committed by the very same security apparatus headed by President Habyarimana between 1959 and 1966, between 1972 and 1973 and between 1990 and 1994.
7. The atrocities in Rwanda have been committed exclusively by the regime. The Rwandese Patriotic Front has not, contrary to what some have implied from the contents of the letter of the U.N. Secretary General addressed to the U.N. Security Council on April 29, 1994, been involved in committing and is not planning to carry out any atrocities. It has instead fallen upon us to rescue many Rwandese from such atrocities. The Rwandese Patriotic Front reiterates that all areas under its control are completely secure and open to inspection by the International Community.
8. President Habyarimana and his collaborators planned and prepared for these massacres by taking advantage of the cease-fire arrangements which RPF had agreed to for the purpose of providing a suitable environment for promoting national reconciliation, restoring peace and democratizing our country.

RPF is firmly convinced that the international community has exhibited double standards by insisting that RPF must abide by the peace process agreed upon while doing nothing whatsoever about Habyarimana's evident preparations to wreck the very peace process which they were promoting.

The United Nations mission (UNAMIR) which was in Rwanda, with a force of more than 2,500 personnel, at the out-break of the current crisis was unable to offer protection to Rwandese Citizens who were threatened with violence. It did not intervene to stop the massacres, citing the constraints imposed by their mandate, although the mandate could have been changed by the U.N. Security Council at short notice. The force was instead withdrawn leaving the Rwandese population at the mercy of the murderers.

The International Community stood by and helplessly watched while hundreds of thousands of innocent Rwandese Citizens perished. Few have dared to come out in public to condemn the authors of the atrocities which are being committed, let alone taken any steps to actively assist the actual and potential victims.

As a result of the massacres, it is reported (OXFAM) that more than a half million people (500,000) may have already died.

The manner and scale of the massacres clearly leave no doubt whatsoever that the atrocities which have been committed amount to genocide as defined by the relevant U.N. Conventions. We feel that the debate in some circles, including the U.N. Security Council, about whether genocide has really been committed is academic if not cynical. We the Rwandese and other people who have witnessed the atrocities first hand know for sure that genocide has indeed taken place.

The massacres have been orchestrated by the so-called provisional government using the following:

1. The Presidential Guard.
2. Members of the regular National Army.
3. The Para-military Police (Gendarmerie Nationale).
4. Armed civilians and militia under the control of the late President's party, the MRND and its allies, particularly the extremist CDR party.

The International Community owes the Rwandese people an obligation to condemn and ostracize the perpetrators of these massacres and to help in bringing them to justice. Some countries have, instead, lent legitimacy to these murderers and are already plotting to create a future role for them in the politics of our country. We would mention in particular the governments of France and Egypt which have hosted high level talks with members of the so-called provisional government and appear to be master-minding the current proposal for the deployment of a U.N. intervention force as a result of those talks.

The United Nations should take a leading role in ensuring that the members of the regime responsible for the massacres are not accorded legitimacy by any government or International organisation. Should the U.N. itself receive and accord

legitimacy to members of the said regime, the Rwandese Patriotic Front will have no option but to request that even the 270 member remnant of UNAMIR be recalled.

The Special Representative of the U.N. Secretary General to Rwanda, Dr. Jacques Roger Booh-Booh has throughout his stay in our country behaved in a very partisan manner and is not up to task entrusted to him. The Rwandese Patriotic Front will not participate in any future U.N. effort to resolve the Rwanda conflict unless and until the said Special Representative and his Assistant are recalled.

The time for U.N. intervention is long past. The genocide is almost completed. Most of the potential victims of the regime have either been killed or have since fled.

The Rwandese Patriotic Front believes the foremost and appropriate role U.N. agencies at this particular time would be to find the ways and means of handling the humanitarian crisis caused by the violence and displacement of the population. This humanitarian crisis has unfortunately not received the attention it deserves to date.

The Rwandese Patriotic Front regards the proposed U.N. intervention as deliberate attempt to manipulate the U.N. process and machinery to protect and support the murderers who constitute the provisional government.

Consequently, the Rwandese Patriotic Front hereby declares that it is categorically opposed to the proposed U.N. intervention force and will not under any circumstances cooperate in its setting up and operation.

In view of the forgoing the Rwandese Patriotic Front:

- a. Calls upon the U.N. Security Council not to authorize the deployment of the proposed force as U.N. intervention at this stage can no longer serve any useful purpose as far as stopping the massacres is concerned.
- b. Requests International Community to exert pressure on the murderers who constitute the so-called provisional government and are responsible for the massacres by:
 1. Withholding recognition for the so-called provisional government which has taken power by unconstitutional means.
 2. Condemning in person the prominent personalities of the regime who have been involved in committing atrocities.
 3. Imposing punitive sanctions against the so called provisional government.
 4. Setting in motion the process of establishing without delay war crimes tribunals and other mechanisms for bringing the persons responsible for the atrocities to justice.

- c. Requests the U.N. Secretary General to replace his Special Representative in Rwanda without delay by someone more competent.
- d. Calls upon the international community to urgently respond to the humanitarian crisis in Rwanda by providing assistance to the needy and gives its assurances that it shall cooperate fully in all efforts to alleviate the current humanitarian crisis.
- e. Calls upon the United Nations to immediately send a mission to areas of Rwanda controlled by RPF to confirm that no massacres or human rights of any nature have been committed by RPF forces as implied in the above mentioned letter by the U.N. Secretary General to the Security Council.

For: The the Political Bureau of The Rwandese Patriotic Front

Gyahima

Mr. Gerald Gahima

Dusail

Mr. Claude Dusaidi